

CNE

L'avenir a
son syndicat



Forum Social Mondial Tunis Mars 2015

**BOOK
CNE**

المنتدى الاجتماعي العالمي

تونس 2015

FORUM SOCIAL MONDIAL
TUNIS 2015



كرامة و حقوق

DIGNITÉ ET DROITS

كرامة و حقوق

DIGNITÉ ET DROITS

كرامة و حقوق

www.fsm2015.org

TUNIS
Campus El Manar
24-28 mars 2015



عالم آخر ممكن
UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

Participants CNE:
Bal David, militant CPNAE
Chihab Youssef, permanent CPNAE
Duby Michel, militant commerce
Dujardin Bruno, militant banque-assurance
Gilot Marie-Agnès, cellule non-marchand
Hellendorff Yves, permanent non-marchand
Lambrechts Claude, permanente CPNAE
Marie Ghislaine, militante commerce
Willame Jacqueline, militante non-marchand
Zabus Evelyne, permanente commerce



مؤتمرات



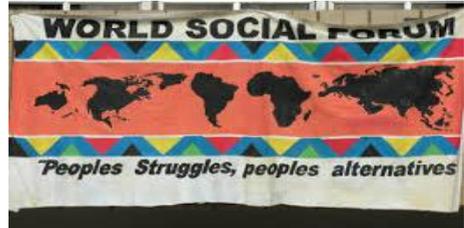


Forum Social Mondial ?

A la fin des années 1990, les mouvements se sont rendus compte de l'importance de la discussion internationale sur la mondialisation et de la nécessité de faire converger les résistances face à cette mondialisation.

De ces constats devait donc naître une alliance mondiale des peuples dont les mouvements étaient les porteurs de revendications et de propositions de société. Un espace de convergence des mouvements (mouvement ouvrier, mouvement syndical, mouvement paysan...) a donc vu le jour sous la bannière du Forum Social, pour résister et pour créer des formes de mobilisation et d'action permettant de construire des alternatives à la mondialisation. Dès le début, le FSM prend comme mot d'ordre « un autre monde est possible », qui est une réponse à l'idéologie dominante de la mondialisation. Le Forum social est un espace de civilisation, de dépassement du capitalisme et d'alternatives.

L'un des grands débats politiques qui traverse les FSM depuis le début, c'est la question de la stratégie. Tout le monde est d'accord sur la transformation sociale et sur la remise en cause du néolibéralisme. Le premier FSM était une réponse au forum de Davos : à un forum économique, une réponse était donnée par un forum social. On peut dire que les FSM ont renforcé les échanges entre ces luttes.



Depuis, trois autres modalités d'actions ont été déterminées: les politiques publiques d'accès aux droits pour tous et d'égalité des droits, la question de la bataille culturelle, idéologique et les pratiques concrètes alternatives d'émancipation. Les forums sont des espaces d'échanges extraordinaires sur toutes les pratiques alternatives, sur les manières de dépasser le capitalisme.







La CNE au FSM ?

La CNE est, de par ses statuts et ses Congrès, **un syndicat internationaliste** : ce qui signifie d'abord qu'elle considère que les intérêts de ses membres sont proches de ceux des travailleurs d'ailleurs en Europe et dans le monde, et non pas des patrons et des capitalistes "de chez nous". L'option internationaliste interdit d'adhérer aux lectures nationales des conflits sociaux : on nous dit *"défendons l'intérêt de l'Europe du Nord contre la Grèce"* : nous répondons : *"défendons nous ensemble, travailleurs de Grèce et de Belgique, contre l'austérité et le néolibéralisme !"*. La seconde conséquence de l'option internationaliste est que **nous nous opposons à la compétitivité** et au modèle de la concurrence salariale et sociale entre pays. Si les salaires ou les droits sociaux augmentent au Brésil, en Corée ou en Tunisie, c'est aussi un progrès pour les travailleurs belges. Pas uniquement par esprit de solidarité : aussi parce que dans la mise en concurrence des modèles sociaux et des pays par le Capital, le progrès des uns permet ou défend le progrès des autres. L'inverse est donc vrai aussi : en défendant nos salaires et nos droits, nous protégeons les travailleurs d'ailleurs contre la spirale descendante.

La CNE a participé à tous les Forums sociaux mondiaux et européens depuis 2001. Elle a pris part activement au **mouvement altermondialiste** : la mondialisation néolibérale est celle du capital financier et de la soumission des Etats aux multinationales. Elle n'a rien à voir avec la mondialisation des cultures : nous défendons la solidarité internationaliste, qui est "la tendresse des peuples", et nous nous opposons à la mondialisation.

Enfin, en opposition avec le modèle du "libéralisme social" qui veut que les syndicats soient des agences technocratiques d'accompagnement social de la compétitivité, nous appartenons au "**syndicalisme de mouvement social**" : nous défendons un projet global de société et développons fièrement, à l'encontre des adorateurs de la paix sociale, une pratique du conflit social organisé, révélateur des intérêts contradictoires des travailleurs et du capital. Dans cet esprit nous élargissons nos alliances traditionnelles (principalement : notre appartenance à la CSC en Belgique, à la CES, UNI-Europe, ETF et EPSU en Europe) à des coalitions de syndicats et de mouvements sociaux : en Belgique, l'Alliance D19-20 ; en Europe l'Alter Summit, un réseau féministe dans les syndicats de plusieurs pays, etc. Nous avons aussi des partenariats avec des syndicats à Haïti, en Palestine (et travailleurs arabes d'Israël), et avec l'UGTT en Tunisie - que nous saluons fraternellement au lendemain du terrible attentat du Prado et à la veille de ce FSM.

Il y a une raison supplémentaire pour la CNE de participer au FSM : pour les permanent-es et pour les délégué-es qui y participent, c'est une occasion de formation, de création et de renforcement des réseaux, de partage d'espoirs et d'enthousiasme avec nos camarades en lutte partout dans le monde. Le désespoir et la résignation sont parmi nos pires ennemis : partager l'espoir de changer le monde, c'est déjà le changer un peu !

Felipe Van Keirsbilck





Une triste actualité avant le FSM

Tunis le 18 mars 2015

Communiqué

Suite à la lâche attaque terroriste survenue aujourd'hui à midi (mercredi 18/03/2015) au musée du Bardo joutant le siège de l'assemblée des représentants du peuple, le comité d'organisation du FSM Tunis 2015 déclare que le Forum et l'ensemble de ses activités sont maintenus.

Par cette attaque, les groupes terroristes extrémistes visent à mettre à mal l'expérience de la transition démocratique en Tunisie et dans la région ainsi qu'à créer un climat de peur au sein des citoyens qui aspirent à la liberté, la démocratie et à la participation pacifique à la construction démocratique.

La rapide riposte du mouvement social, civil et des acteurs politiques en Tunisie opposés au terrorisme et appelant à l'unité pour le combattre prouve s'il en était besoin, l'attachement des tunisiens à leur nouvelle expérience démocratique. Le mouvement social et civil en Tunisie et dans la région compte plus que jamais sur le soutien des forces démocratiques dans le monde entier pour s'opposer à la violence et au terrorisme.

Plus que jamais, la large participation au FSM 2015 (Tunis 24-28 mars 2015) sera la réponse appropriée de toutes les forces de paix et de démocratie qui militent au sein du mouvement altermondialiste pour un monde meilleur, de justice, de liberté et de coexistence pacifique.

Le comité d'organisation du FSM appelle toutes les composantes du forum social mondial à intensifier leurs efforts en vue de la mobilisation pour le succès de la prochaine session du FSM afin d'assurer la victoire de la lutte civile et pacifique contre le terrorisme et le fanatisme religieux qui menacent la démocratie, la liberté, la tolérance et le vivre ensemble.

Pour le comité d'organisation du FSM Tunis 2015

Le coordinateur
Abderrahmane Hedhili

MEMORANDUM





Assemblée des femmes

Comme à l'accoutumée, le Forum Social s'est ouvert avec l'assemblée des femmes, en même temps que l'assemblée des jeunes.

La CNE était présente à l'assemblée des femmes où des centaines de femmes et d'hommes issus des 5 continents sont venus pour clamer leur solidarité envers les luttes des femmes, pour l'égalité, pour la paix et contre la violence et le racisme.

C'est dans une ambiance animée, voire chahutée, chacun voulant s'exprimer selon ses propres convictions, que nous avons vécu notre premier moment d'émotion.

C'est avec fierté que nous avons brandi au fond de l'auditoire notre drapeau CNE « Egalité, mission inachevée »...et que nous nous sommes retrouvés en fin de séance au milieu de la salle, poussés par les encouragements chaleureux des Tunisiennes pour une séance photo!



Echanges éphémères mais intenses.





Marie Ghislaine (Gigi, militante commerce)

« Epoustouflant, surprenant....beaucoup d'émotions.
 Un bain de culture.... Des témoignages et des
 revendications fortes.....sur un même combat... on est
 femme, on le crie, on en est fière, on se montre et on se
 bat pour l'égalité et la solidarité.... »





Action Call Center

A peine arrivés, tout de suite dans l'action.

Mardi matin, nos deux représentants CNE « Call Center » sont intervenus en urgence, comme d'autres collègues participants au Forum, sur un piquet de grève devant Laser Contact. L'appel avait été lancé par le réseau international des centres d'appel dans le but de manifester pour le droit syndical et la liberté d'expression ainsi que pour condamner la centaine de licenciements arbitraires dont les salarié-es de Tunis ont été victimes.

Depuis des mois, le bilan est le même pour tous(tes) les salarié-es de ce groupe que ce soit en Tunisie, France, au Portugal ou en Pologne : pressions, casse des conditions de travail, non respect des lois, management entraînant des problèmes de santé graves.

L'année dernière, suite à une grève, ils avaient obtenu une augmentation de 4% pour des salaires qui ne dépassent pas 300€ . Mais depuis, les effectifs ont été réduits de 500 à 300 personnes et les conditions de travail se sont nettement détériorées.



Le plateau de production sur le site de Tunis est passé du premier étage au rez-de-chaussée, dans une salle sans fenêtres et n'ayant que deux portes d'entrée pour 100 téléopérateurs-trices. En termes de sécurité, on peut se poser des questions ... Une pièce qui n'a donc aucune aération naturelle et dépend entièrement de la climatisation.

Un des employés de la société passait en conseil disciplinaire en vue d'être licencié le jour de l'action, suite à la prise d'un moment avec l'équipe pour les congratuler d'avoir réussi et dépassé le challenge demandé par l'entreprise. Ses collègues, scandalisés par la sanction, ont manifesté leur solidarité et leur mécontentement face à l'injustice.

Le soutien des délégations étrangères fut apprécié et remercié.



David Bal, militant CPNAE

« Le militantisme des tunisiens est une leçon de vie. De l'action, des chants...1000 % de convictions. Une solidarité à toute épreuve dans un même secteur! »



Marche d'ouverture

C'est sous une pluie battante que la marche d'ouverture du FSM en solidarité avec le peuple tunisien et dédiée à la lutte contre le terrorisme, a débuté de la place Bab Saadoun pour rejoindre, symboliquement, le musée du Bardo, lieu malheureux où se sont passés les actes terroristes de la semaine précédente.

Partout, les passants nous saluaient et nous remerciaient chaleureusement de notre présence et de notre soutien au peuple tunisien. Drapeaux brandis, banderoles, porte-voix à la main, foulard et vêtements aux couleurs vertes, la délégation CSC et CNE est rapidement devenue multicolore même sous un ciel gris! Enfants, jeunes, femmes, hommes tunisiens et autres artisans de la paix nous ont rejoint tout le long du parcours pour scander nos slogans «Tous debout contre le terrorisme!» ou «Nous sommes tous des Tunisiens» et entonner leurs propres chants. Dans une ambiance chaude et révoltée fusaient de toutes parts des messages de paix, de solidarité et de démocratie.







3 jours d'ateliers autogérés, de conférence et d'assemblées de convergence.

Le Forum social s'articule toujours autour d'au moins 3 jours d'ateliers autogérés, ainsi que des assemblées de convergence et des conférences.

Le processus de création d'ateliers est spécifique au Forum: les sujets sont, préalablement au Forum, déposés sur demande de participants faisant partie d'une association ou d'un réseau préexistant. Ces sujets sont ensuite publiés sur le site. Chacun y ayant accès peut demander une co-organisation ; c'est ainsi que plusieurs associations se retrouvent dans l'organisation d'un atelier. Par la suite, la commission du Forum regroupe si nécessaire certains sujets semblables et valide donc l'atelier tel quel.

Les co-animateurs peuvent ainsi préparer les interventions et le déroulement des ateliers avant le Forum.

La CNE a investi ce Forum dans 4 thèmes: la santé et la protection sociale, via le réseau contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale; les conditions de travail dans les call centers, via le réseau international des call centers ; et enfin deux sujets transversaux à savoir les femmes et l'austérité.

Viennent à côté de cela les conférences et les assemblées de convergence. Celles-ci permettent de construire des alliances à plus longs termes ainsi que des projets. Vous trouverez dans la brochure deux déclarations suite aux assemblées de convergences, ainsi que des dates d'action, décidées par l'ensemble des participants.

C'est donc plus de 3 jours d'échanges, de travail, d'élaboration de projets pour la construction d'un autre monde.





Marche de solidarité Palestine

Le FSM se clôture comme à son habitude par une manifestation pour la Palestine. Bien entourés de militaires et de policiers, nous avons défilé dans les rues, juste devant la caravane des sans papiers, qui a mis une ambiance de feu avec ses rythmes endiablés.





المنتدى الاجتماعي العالمي



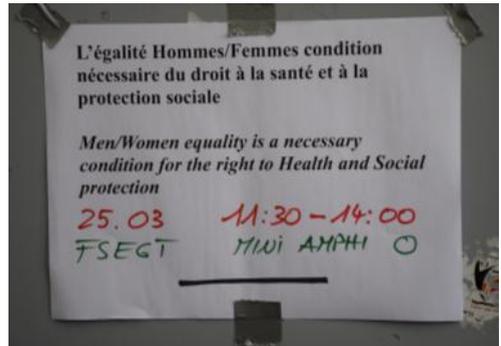


Atelier égalité homme/femme: condition nécessaire du droit à la santé et à la protection sociale.

La crise frappe particulièrement les femmes au niveau de l'emploi, des conditions de travail, mais aussi par la détérioration de la protection sociale et des services publics. Le retour à la maison est trop souvent la conséquence pour assurer les soins et le ménage.

C'est un retour en arrière important!

De même, les coupes dans les politiques de soins de santé, de prévention, de soins maternels, reproductifs et infantiles, ...touchent particulièrement les femmes.



L'exemple de la Grèce est particulièrement frappant. Un pourcentage énorme de la population, et plus important encore de femmes, exclus du système de protection sociale. Le coût des soins de santé devient prohibitif, y compris la maternité elle-même. Le retour vers un patriarcat devient un risque réel. L'autonomie des femmes est mise à mal.



En Tunisie, même si la législation est plutôt égalitaire (suppression de la polygamie, droit à l'avortement, contrôle des naissances,...), il reste de nombreux problèmes d'égalité.

Un axe important dans les déterminants de la santé reste l'éducation. Il s'agit, dès l'enfance, de permettre à toutes les filles , d'accéder à l'éducation. Reste que dans les faits, les abandons scolaires précoces sont surtout le fait des filles.

Dans les faits, l'autonomie et l'égalité est loin d'être une réalité.

Rapport: Marie Ghislaine



Dans mon rôle de photographe, je suis heureux d'avoir pu accompagner l'équipe dans tous ses ateliers, malgré la frustration de ne pas avoir pu porter un projet ou un atelier. J'ai pu encourager mes amis et mes collègues délégués à participer et à conserver le cap fixé ! Merci à vous toutes et tous pour cette belle ambiance et ces moments de partage d'expériences, de partage de connaissances, c'est aussi cela le syndicalisme !





Les mauvaises conditions de travail nuisent gravement à la santé.

Les conditions de travail sont manifestement un important déterminant de la santé.

Même si en Europe, le syndicalisme semble rester relativement efficace dans la protection et la prévention au travail, la crise amène une réelle détérioration des contrats et des conditions de travail. L'insécurité de l'emploi joue aussi un rôle négatif en matière de santé.

Dans les pays du Sud, on constate qu'une partie importante du travail se situe dans le secteur informel. Là, les règles de protection sont quasi inexistantes. L'exemple de l'Inde était particulièrement éclairant. On y retrouve des formes de travail forcé, de travail des enfants. Dans ces situations, les conditions de travail entraînent des atteintes en termes de santé.

Les situations de guerre ou d'occupation des territoires, amènent aussi des conséquences spécifiques. Ainsi en Palestine, les difficultés énormes mises à la circulation des biens et des personnes rendent les conditions de travail très difficiles.

Le cas des réfugiés syriens en Turquie a aussi été abordé. Le travail saisonnier, précaire.... Et l'absence de protection sociale, ne peut qu'avoir des conséquences catastrophiques pour la santé.



Rapport: Yves Hellendorff



Santé et protection sociale : s'organiser pour construire et défendre nos alternatives .

Après avoir fait les constats concernant les déterminants de la santé dans les ateliers, le travail se poursuit en partageant les actions menées et les enseignements que l'on peut en tirer. Les systèmes de santé se dégradent, l'accès se réduit et la population réagit.

Sensibilisation, éducation (en Italie par exemple), contrôle populaire des élus, participation populaire dans l'élaboration du système de santé et contrôle de la mise en œuvre (au Salvador), mouvements organisés autour de problèmes concrets, création de collectifs qui permettent de diffuser et démultiplier l'information, mouvement social rassemblant les professionnels de la santé, les citoyens et les syndicats (Marea blanca en

Espagne) ... autant d'exemples concrets venant de différents pays pour illustrer les luttes en cours.

*Qu'est-ce qui fonctionne ?
Qu'est-ce qui nous manque pour convaincre ? De quoi a-t-on besoin pour avancer plus loin ?*

Tous les participants s'accordent à dire que :

- La santé doit être intégrée dans l'ensemble de la protection sociale et le travail en réseau semble incontournable pour échanger les analyses (projets de lois, documents, communication...) et les arguments que l'on peut tirer des constats du terrain (témoignages des professionnels et des usagers).

Ce FSM était super enrichissant. On sentait une réelle envie de faire bouger les choses. Des rencontres et du partage d'expériences. Une bonne préparation avant le Forum m'a permis de bien investir les ateliers.

Ce type d'expérience me permet d'en sortir grandie avec encore plus de convictions et d'envie de faire changer les choses dans la bonne direction.



Il est important de partir des réalités locales, régionales, nationales. L'alliance de toutes les forces est nécessaire : professionnels et usagers, syndicats et mouve-

Les actions vers le politique ments sociaux.

doivent amener un cadre légal Un autre monde est possible ?
réel que les gens doivent être en Nous sommes nombreux à y
capacité d'utiliser. croire et à travailler pour que

Les mentalités doivent changer cela devienne une réalité.
pour que le système change de
l'intérieur.

Rapport: Marie-Agnès Gilot



Plus de 50.000 personnes se réunissant pour réfléchir à un autre monde c'est à la fois un tunisien qui manifeste pour la première fois à 66 ans et vient porter notre banderole, une femme déambulante en niqab noir, des centaines de jeunes bénévoles prêts à nous renseigner, des femmes qui balaient le site sans relâche pour qu'il reste propre, des policiers et militaires assurant leur fonction avec le sourire, ... mais aussi une équipe CNE dynamique et convaincue que cet autre monde est possible et qui y travaille ici tous les jours, et à Tunis durant une semaine. Je me suis sentie dans une espèce de bulle, déconnectée du quotidien belge. J'ai apprécié l'ambiance au sein de notre équipe, où travail et détente s'équilibraient parfaitement. Des moments précieux, des amitiés qui se créent. Merci !





Santé et protection sociale : enfin d'autres politiques publiques ?

Nous espérons de nouvelles politiques publiques pour la santé et la protection sociale. Avec l'arrivée de nouveaux partis sur les scènes politiques (« Podemos » en Espagne et « Syriza » en Grèce) il y a un espoir.

Le service national de santé espagnol s'est dégradé très rapidement depuis 2008. Carmen San José parle même de démantèlement avec des conséquences très importantes pour la population (exclusion des migrants sans papiers du système de santé, listes d'attentes pour les consultations et interventions, taux de suicides qui explose, fermeture d'hôpitaux...)

« Podemos » espère inverser les tendances (s'il gagne les élections) avec un programme qui garantit le droit à la santé pour tous , la renationalisation du système de santé, un plan pour adapter le nombre de travailleurs aux besoins de la population, la promotion de la recherche dirigée vers les réponses aux besoins, et aussi la garantie des différents droits (indépendance des patients et respect de leurs décisions, avortement, mort digne sans souffrance...)

« Podemos » a élaboré son programme AVEC la population et celle-ci doit rester mobilisée pour assurer une vigilance et un contrôle du gouvernement, même s'il est de gauche.

« Syriza » vient de gagner les élections en Grèce. Sofia présente le vote des électeurs comme un acte de résistance.

Le programme de « Syriza » est basé sur les principes des droits humains et du droit à la santé pour tous. : services gratuits, accès à des services de santé de qualité avec équipement et personnel en suffisance. La mise en œuvre de cette nouvelle politique a démarré, mais les changements prendront un certain temps. Les structures autogérées sont donc maintenues en attendant la mise en place du système public. Celui-ci pourrait être basé sur l'organisation de ces structures autogérées.

Un pas important a été franchi.

Le « Front populaire » en Tunisie lutte aussi contre la dégradation du système de santé notamment liée à la privatisation. Le gouvernement se dégage de plus en plus de la participation sociale. Un déséquilibre régional économique et par rapport au droit à la santé existe, avec les zones côtières mieux loties que l'intérieur du pays. Depuis la révolution, la population conteste contre les services de santé qui se détériorent.

Le « Front populaire » s'oppose au développement du privé, aux partenariats public-privé. Il prône une égalité d'imposition, une mise à niveau du secteur public de la santé et une participation citoyenne à la décision.

Trois pays où le changement est amorcé, où la population est convaincue qu'il y a moyen de faire autrement et qu'il faut se battre pour y arriver.

Des interrogations viennent de l'assemblée...

Envie d'y croire mais peur que ça ne marche pas ?

En tous cas, ils ont osé!

Rapport: Marie-Agnès Gilot



Le FSM, c'est la remise en cause de nos certitudes, par la confrontation de nos références avec celles des autres civilisations et cultures. Mais c'est en même temps, le renforcement de notre conviction - que nous partageons avec tous les participants au FSM- qu'un autre monde est possible, plus juste donc, plus paisible et plus durable, et que cet autre futur, il nous appartient de le construire, ensemble, pour qu'il corresponde au maximum à l'aspiration des peuples.



Les nouveaux outils des multinationales pour privatiser la santé et la protection sociale.

Les intervenants ont brossé un tableau des outils que l'on voit surgir et qui mènent à une privatisation de plus en plus active de la santé.

Il peut s'agir d'asbl qui subissent des restructurations consécutives et un changement de l'activité,

avec création d'un fonds de dotations. La communication et le lobbying sont développés de façon intense. Les attaques sur les droits des salariés et leurs conditions de travail sont bien réelles. Il faut diminuer les coûts !

De nouvelles formes d'investissements voient le jour avec des financements hybrides. Une nouvelle vision ,avec de nouveaux

acteurs (fondations...). Il faut innover pour répondre aux besoins, les entreprises doivent atteindre une taille critique. Ce type de financement permet un retour social sur investissement

en échange d'un statut fiscal particulier.

Les partenariats public-privé (PPP) sont une sorte de désengagement de l'Etat des services sociaux ou de santé, considérés comme non rentables.

Ils sont présentés comme un outil efficace, mais là où ils existent depuis un certain temps (Canada par exemple) on constate que les risques sont transférés au public alors que les bénéfices reviennent au privé.



Avec la couverture universelle de santé (UHC), il y a un changement de conception des systèmes de santé : le mode de financement (assurantiel) est primordial par rapport à son organisation. La Colombie a mis en place ce système avec des effets importants : l'augmentation des dépenses de santé tant dans le public que dans le privé, une réduction de l'accès à la santé, la détérioration des conditions de travail et une baisse des salaires.



Les traités en cours de négociation (TTIP, TISA) sont particulièrement dangereux pour

la santé et la protection sociale puisqu'il visent à combattre les barrières qui restent, notamment en terme de normes sociales et sanitaires d'investissements (TTIP), mais aussi à libéraliser les services qui ne le sont pas encore (TISA).



Des pistes sont évoquées pour réagir et agir : recueillir les témoignages sur le terrain des effets réels de ces nouveaux outils, faire converger les luttes, la vigilance de la société civile et son travail d'information et d'éducation des élus, alliances entre prestataires et usagers.

Rapport: Marie-Agnès Gilot



Contre les menaces sur la santé et la protection sociale, agissons ensemble!

(english text below)

Forum Social Mondial de Tunis, 28 Mars 2015

Sur base d'un projet élaboré depuis plusieurs semaines par une trentaine d'organisations, nous, mouvements sociaux, syndicats, collectifs et individus présents à Tunis pour le Forum Social Mondial, avons partagé nos analyses, nos expériences et nos perspectives autour de la santé et de la protection sociale.

Nous avons abordé les questions liées aux déterminants sociaux de la santé comme la pauvreté, les conditions de travail, l'éducation, l'inégalité de genre ou encore l'accès à l'eau. Nous avons également discuté de l'augmentation croissante de la marchandisation de la santé et de la protection sociale.

Ces discussions ont permis de constater que la crise de la santé et de la protection sociale est en fait la conséquence des politiques néolibérales globales:

- La financiarisation de l'économie, aidée par les instances monétaires internationales, et l'endettement englobent toutes les nations, grandes et petites, imposent l'austérité et promeuvent les intérêts des banques et des multinationales au détriment des politiques sociales et sanitaires.
- Des rapports de force déséquilibrés se traduisent par des traités de libre échange favorisant les bénéficiaires des banques et des multinationales au détriment des peuples, avec la complicité de nombreux gouvernements.
- La globalisation du marché de la santé et de la protection sociale a des répercussions catastrophiques sur l'accès à la santé, les emplois, les retraites, les conditions de travail, la qualité de la prise en charge et la migration des travailleurs de la santé du sud vers le nord du monde et du secteur public vers le secteur privé.
- La croissance de la militarisation et l'occupation de territoires provoquent morts, pertes de terres, de travail et de nourriture; elles provoquent également la montée de l'intolérance entre communautés, le terrorisme et les conflits sectaires.
- Le plus grand fardeau de la crise est porté par les plus fragilisés – femmes, enfants, migrants-s, pauvres, personnes en situation de handicap, travailleurs/euses et paysan-ne-s.

La santé est la vie dans toutes ses dimensions: physique, mentale, sociale, environnementale. Elle est un droit humain fondamental et inaliénable pour tous et toutes et un bien social commun de toute l'humanité; elle présuppose de permettre à la population de vivre en paix partout dans le monde et hors de toute occupation.

Il y a urgence, des alternatives s'imposent!

- Les droits des populations en matière d'environnement, d'emploi, de conditions de travail, d'accès à l'eau, d'éducation, d'alimentation, de culture, de logement, d'accès au bien-être, doivent être mis en oeuvre, garantis, défendus et étendus.
- Une protection sociale universelle et globale doit être conçue et mise en oeuvre pour promouvoir la justice sociale et la dignité.
- La priorité doit être donnée aux soins de proximité et à la santé communautaire, incluant la prévention et l'utilisation respectueuse des ressources naturelles.
- Un système unifié de santé et de protection sociale doit être entièrement public et basé sur une taxation nationale progressive - entre autres du capital - et/ou des cotisations sociales.
- Un tel système doit appartenir à tous et à toutes et permettre à la population de le contrôler et d'y participer pleinement.
- Ce système doit se situer hors de la logique marchande et doit garantir un accès aux soins gratuits.
- Il s'agit de garantir le droit d'accès aux médicaments nécessaires, de bonne qualité et non protégés par des monopoles de droit intellectuel.
- Les instances sanitaires internationales doivent être transparentes et totalement indépendantes des intérêts des multinationales et des financements privés.

Fortes de nos expériences réussies, passons à l'action!

- Travaillons en réseau, faisons circuler la connaissance et les analyses, élargissons nos mouvements, nourrissons-nous de nos mobilisations respectives et créons de nouvelles solidarités internationales permettant d'amplifier les rapports de force.
- A partir des réalités spécifiques locales, sectorielles, conjoncturelles... démontons les mécanismes, rendons accessibles les analyses et les outils pédagogiques, renforçons et faisons converger les mouvements et capacités d'actions. Participons au développement de la capacité d'analyse politique sur les choix de société.
- Agissons sur la sphère politique:
 - les lois doivent garantir le droit effectif à la santé et à la protection sociale;
 - créons des mouvements de base suffisamment forts pour exercer un contrôle et une pression sur le politique pour qu'il respecte et rende effectifs ces droits.
- Professionnels, usagers, citoyens... devenons des acteurs de changement par la formation et la sensibilisation.
- Créons des alliances entre les professionnels et les usagers, entre les syndicats et les mouvements «citoyens», et favorisons l'émergence d'alliances locales multiformes en défense de la santé et la protection sociale.
- Renforçons les actions par des convergences avec les mouvements agissant sur les déterminants de la santé, tels que le climat, le commerce, l'austérité, la dette, les conditions de travail, l'égalité hommes/femmes....

Dates à retenir/Dates of action

- 18 avril 2015 : journée d'action mondiale contre le libre-échange

18th of April 2015 : international day of action against free-trade

- 18-26 mai 2015 : assemblée annuelle de l'OMS Genève

18th - 26th of May 2015 : WHO Annual Assembly, Geneva

contact : sbarria@phmovement.org et/and informations www.phmovement.org

- Juin 2015 : semaine d'action en solidarité avec la Grèce et contre l'austérité

June 2015 : week of action in solidarity with Greece and against austerity

contact : sebastian@altersummit.eu et/and informations www.altersummit.eu

- 17-24 octobre : semaine mondiale d'action décidée par l'assemblée des mouvements sociaux au Forum Social Mondial

17th - 24th of October : international week of action day decided by the Social movements Assembly in the World Social Forum

- Novembre-décembre 2015 : COP 21, Paris

November-december 2015 : COP 21, Paris

informations et/and contact : coalitionclimat21.org

- 7 avril 2016 : Forum maghrébin sur la protection sociale, Marrakech

7th of April 2016 : Forum on social protection in Maghreb, Marrakech

contact et/and informations : aziz_rhali@yahoo.fr

7 avril de chaque année : journée mondiale de la santé

7th of April every year : Health international day



Des changements urgents doivent s'engager, mais ils ne peuvent être possibles que si:

- Les richesses sont redistribuées sur des bases plus justes et équitables
- De nouvelles richesses sont créées , basées sur la personne, la formation, la terre, l'histoire, la culture.
- Les solidarités autour des confédérations syndicales existantes sont renforcées.
- Les services publics sont défendus et valorisés pour permettre l'accessibilité des biens et services communs.

Des propositions sont aussi faites pour stimuler, voire secouer, nos représentants syndicaux européens en vue de prendre des décisions moins consensuelles.

Rapport: Willame Jacqueline





Organiser les convergences entre les mouvements sociaux de lutte et les acteurs du changement

Le RIPESS, Réseau intercontinental de promotion de l'économie solidaire, a présenté les conclusions d'un travail réalisé cet été à l'Université des mouvements sociaux avec Attac : comment mieux articuler nos luttes, nos formes de résistances ?

Il y a 2 axes : les relations horizontales, au niveau du terrain, et les convergences verticales que sont les relations avec les instances politiques.

Les relations horizontales, c'est le partage et l'investissement : participation au FSM, organisation de cafés citoyens, création de fiches descriptives d'expériences, cartographie des compétences... S'investir dans des lieux existant pour leur redonner un second souffle, reprise d'un café qui a fermé pour le redynamiser, le réorienter.

Les convergences verticales c'est développer une vision commune de ce que l'on va faire ensemble, en mutualisant les moyens et en échangeant les expériences pour s'adresser aux pouvoirs politiques.

Un constat important est qu'en général, nous sommes mal outillés, et donc mal à l'aise avec les textes juridiques.

Plusieurs façons d'agir existent : la vigilance par rapport aux budgets publics, le suivi du travail des élus, des parlements « miroirs », des actions de désobéissance civile, etc...

associations, des syndicats et des agriculteurs locaux (avec des actions de désobéissance civile).

**RÉSEAU
INTERCONTINENTAL
DE PROMOTION DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
SOLAIRE**





Renforcer les réseaux de luttes syndicales dans le monde.

Constat général: la mondialisation va beaucoup plus vite quand il s'agit d'intérêt financier que de social.

Les multinationales rencontrent dans le cadre de conseils d'entreprise européens les syndicats, mais l'influence n'est que consultative.

Des structures internationales syndicales existent comme la CES, la CSI, UNI, mais d'autres réseaux ont vu le jour, alliant syndicats et mouvements sociaux: Alter Summit par exemple.

Et toutes ces structures sont plus ou moins actives en fonction des composantes et du financement.

Tous reconnaissent dans cet atelier qu'il est difficile de créer des mouvements de grève

d'ampleur et des manifestations mondiales. Les syndicats fonctionnent différemment selon le continent, le pays, la région et les politiques appliquées dans le pays de référence.

Des collaborations ponctuelles ont lieu, ainsi que des recours à la cour de justice européenne et internationale pour faire respecter les droits syndicaux. Mais force est de constater que dans tous les pays, ce droit est attaqué là où il existe, réduit à sa plus simple expression dans beaucoup de cas.

Certaines règles, comme au Canada, empêchent toute action de grève durant 4 ans, période entre deux accords, sous peine de sanctions financières impayables.



Des réflexions ont été échangées, au-delà des constats, quant aux possibilités d'action.

- Il faut plancher sur le fait d'organiser des actions ciblées, coup de poing, médiatiques, symboliques entre deux périodes de grève pour maintenir sa présence.
- Réfléchir à des actions différentes, médiatisées et non-violentes : séquestration de personnes influentes, actions de désobéissance civile.
- Remplacer ce qui est installé par le pouvoir par quelque chose qui apporte du bien-être aux gens.
- Utiliser son propre réseau de communication pour contrer la désinformation que pratiquent les médias

- Créer des mouvements qui touchent un pays dans un pays limitrophe pour créer la solidarité: ex: action en France sur un problème Espagnol.
- Créer une solidarité d'aide juridique.
- Organiser des actions qui soutiennent les services publics et d'aide au public car ils sont touchés dans l'ensemble des pays suite aux mesures d'austérité.

Enfin, il faut trouver des moyens pour mondialiser la résistance et la lutte, au-delà de nos spécificités respectives, en alliant et unissant les syndicats entre eux et avec les mouvements sociaux et de citoyens.

Rapport : Willame Jacqueline

Cette première expérience dans un forum mondial commença par l'émotion de voir tant de détermination et de convictions dans « action femmes ». La seconde fut la marche d'ouverture, et surtout les réactions de la population (sourire, applaudissements); nous avons l'impression d'être portés par les tunisiens. Le forum fut pour moi un grand brassage de cultures et de convictions, avec beaucoup de chaleur humaine mais aussi de la souffrance dans les regards de certain-e-s, je me ressens grandi de cette expérience, avec l'envie de me battre encore plus fort contre les injustices.





Indignation, impacts et mobilisation contre les politiques d'austérité.

Dans cet atelier, la Fédération des Travailleurs du Québec nous a refait l'historique des politiques d'austérité en prenant en référence la crise financière de 2008 et en rappelant les raisons de la « bulle immobilière » aux Etats-Unis et surtout les conséquences de l'éclatement de cette bulle qui a notamment donné lieu à une crise bancaire mondiale. La répercussion de cette crise bancaire, impacta les états occidentaux et ceux-ci commencèrent leurs politiques d'austérité avec comme conséquences l'abaissement des salaires minimums, le combat contre les chômeurs, la diminution des dépenses des états, la diminution importante des services publics et la diminution de la protection sociale.

La CSN nous a ensuite fait le point sur la conjoncture politique du Canada, avec l'arrivée au pouvoir du parti libéral (conservateur) depuis 2014. Ce gouvernement va réduire la charge fiscale des entreprises et faire 6 milliards de dollars d'économies en réduisant les budgets du régime des retraites, de l'éducation, en gelant les effectifs, en affaiblissant la protection sociale, en diminuant les budgets alloués aux transports scolaires ou aux bibliothèques. Les 3 principaux syndicats vont organiser la fronde contre cette austérité, malgré les difficultés du système québécois qui n'autorise



des grèves que tous les 2 ans ou 4 ans lors des négociations nationales; en dehors de cette période de lourdes amendes sont réclamées (un exemple d'une amende de 7 millions de dollars pour une seule entreprise en grève).

Un plan d'action syndical a donc été mis en place, avec notamment une grève des étudiants, le harcèlement politique, l'invasion de grosses banques, et tout cela avec des répressions parfois violentes de la police.



La CNE a présenté la situation politique belge, avec le gouvernement de droite actuel. On y retrouve beaucoup de similitudes avec le gouvernement canadien: gel des salaires, retraites à 67 ans, remplacement de 1 fonctionnaire sur 5, forte diminution des budgets liés à la culture et aux services publics en général. La réaction syndicale et son plan d'action de 6 semaines, menant à des actions de plus en plus fortes, allant jusqu'à la grève générale du 15 décembre 2014 ont été expliqués ainsi que la bataille médiatique durant cette période où patrons et gouvernement n'hésiteront pas à discréditer et culpabiliser les syndicats et leurs affiliés.

Un appel à la solidarité est lancé, avec comme exemples les différentes plates-formes et actions citoyennes qui ont vu le jour (D19-20, Tout autre chose....) mais aussi l'Alter Summit, luttant contre les politiques d'austérité mais aussi les traités européens l'instituant (TSCG) et les traités de libre échange (TTIP, CETA.....)

Un long et fructueux débat s'en suivra avec la trentaine de participants venant de Tunisie, d'Algérie, du Québec, du Canada, de France et de Belgique.

Rapport: Michel Duby



Evolution des télécoms et des centres d'appel : digitalisation, concurrence internationale, ... quel effet sur la société et les salarié-e-s ?

Cet atelier était organisé par le réseau international Call Center. Les participants ont tout d'abord échangé quelques constats.

La société évolue vers le "tout au numérique" qui remplace progressivement le papier. Dans le secteur la fonction évolue de la communication verbale vers la communication écrite. La fonction des opérateurs évolue vers l'utilisation du chat, permet de gérer jusqu'à 3 appels en même temps, la communication via internet et des forums. Les clients donneurs d'ordre (CDO) privilégient le digital au détriment du contact humain. La notion de conseiller-clientèle disparaît. Une des conséquences est la modification des compétences exigées pour les travailleurs, utilisation de l'écrit et orthographe correcte. Des bornes sont mises à disposition des consommateurs et l'utilisation de la webcam se développe. La digitalisation accroît le contrôle sur le travail des agents.

Même les services publics utilisent de la sous-traitance privée. Pour les sous-traitants les contrats ne sont pas garantis. Les CDO demandent de plus en plus de services pour un même temps d'appel et demandent en plus de "faire des opportunités" c'est-à-dire des ventes de produits.

Les entreprises localisent les centres d'appels en fonction des compétences des travailleurs et de manière à maximiser la rentabilité (pression sur les salaires, flexibilité facilitée,...). Les centres d'appels en Tunisie sont par exemple concurrencés par de nouvelles implantations aux Iles Maurice et au Portugal. Là où la formation a été basée uniquement sur la communication verbale comme au Maroc par exemple, l'emploi des travailleurs est menacé.

Le call-center virtuel (télétravail, home working) se développe avec des avantages restreints par rapport aux coûts pour les travailleurs, une flexibilité accrue et un risque d'utilisation de faux indépendant, à l'appel.



Quelques questions et pistes ont ensuite été débattues pour définir le travail syndical à venir:

- Comment contrôler les conséquences pour les travailleurs du développement des nouvelles technologies ?
- Travailler plus avec les réseaux sociaux
- Négocier un encadrement correct du télétravail
- Faire des actions vis-à-vis des donneurs d'ordre
- Elargissement de la participation aux CEE aux filiales localisées hors UE
- Signature d'accords mondiaux avec un réel contenu.
- Campagne de sensibilisation des consommateurs (via affichage, réseaux sociaux,...) et campagnes ciblées sur des entreprises communes à nos différents pays.



Rapport:
Lambrechts Claude



Centres d'appel : Quels droits pour les femmes ?

Lors de cet atelier animé par la CGT, l'UGTT, SUD PTT et la CNE, on a pu constater que les femmes sont très présentes dans cette activité, elles représentent de 60 à 70% des employés. Le manque d'égard, de reconnaissance et les stéréotypes sont courants venant de la direction.

La CGT nous informe de son but : la revalorisation de l'image du métier en prenant en compte toutes les composantes de la qualification.

En Tunisie une CCT a été déposée en 2008 à la chambre patronale, mais n'a toujours pas été validée nous informe l'UGTT et aucun texte légal n'encadre le travail de nuit pour les femmes. L'UGTT nous informe également des disparités entre le public et le privé lors de la prise en charge des femmes enceintes, 4 mois de repos rémunérés à 100% dans le public, contre 2 mois rémunérés à 60% dans le privé. Le harcèlement est monnaie courante venant de la direction et il est fréquent pour accéder à un poste hiérarchique (quand celui-ci est proposé à une femme).



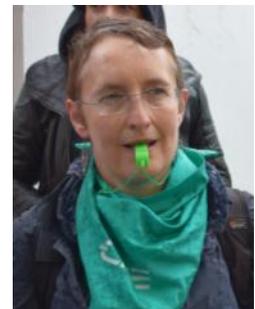
Les troubles musculo-squelettiques (TMS) sont souvent évoqués, selon une enquête évoquée par la CNE, les femmes semblent être davantage touchées que les hommes, 49% contre 35 % pour le haut du dos et 66% contre 55% pour le bas du dos.

Pour ma part cet atelier était riche en informations autant qu'en interventions participatives de l'assistance, on peut remarquer que la cause des femmes est suivie et que les mentalités évoluent tout doucement. Mais la tâche n'est guère aisée et le chemin est long pour démontrer que la femme est l'égale de l'homme.

Rédacteur: David Bal



Ce fut un vrai plaisir de pouvoir être présente et participer à la solidarité avec le peuple tunisien., surtout dans le contexte de menace quant à la démocratie qui tente de se mettre en place. De même, imaginer et refaire un autre monde avec d'autres organisations, avec les collègues, les militant(e)s d'autres secteurs que je connais moins, fut une expérience enrichissante. Merci à toute l'équipe d'avoir amené ses convictions, son dynamisme pour tenter de construire un monde meilleur.





DECLARATION DE TUNIS

En période de crise économique, ce sont toujours les populations déjà fortement fragilisées, qui sont exposées les premières aux effets des politiques d'austérité. Dans ces populations, on retrouve les jeunes, les migrant-e-s, et les femmes, ces dernières ont la particularité de cumuler parfois ces trois caractéristiques et donc d'être particulièrement impactées.

Les politiques gouvernementales mises en œuvre en Europe comme ailleurs ignorent tous les effets différenciés de la crise selon le sexe, effets qui viennent renforcer et donc aggraver une situation déjà inégalitaire sur le terrain de l'emploi.

D'après nos patrons, les centres d'appel seraient exemplaires dans le domaine de l'égalité professionnelle !

Les centres d'appel comptent une majorité de femmes, même si la crise tend à rééquilibrer le rapport numérique.

Pour autant, cette prédominance féminine se traduit dans les faits de différentes manières. Les femmes sont :

- Majoritaires parmi les temps partiels puisque généralement ce sont les femmes qui sacrifient leur carrière professionnelle afin de prendre en charge les responsabilités familiales. Il faut noter aussi que la plupart des métiers (*caisse, vente, restauration, service à la personne ou de nettoyage, ...*) où le temps partiel est imposé ou qui connaissent une grande segmentation du temps de travail sont majoritairement occupés par des femmes.
- Majoritaires en situation de prise et d'émission d'appel alors que plus on monte dans la hiérarchie, et plus les hommes sont nombreux. Si on compte 65% de femmes parmi les télé-conseiller-e-s, on tombe à 50% parmi les superviseurs... et un nombre extrêmement faible parmi les chefs d'entreprises !
- Majoritaires parmi les bas salaires ! Les écarts salariaux femmes-hommes, notamment à la base de l'échelle sociale, sont limités par le fait que dans nos métiers, les salaires ne décollent guère des minimas. Par contre si on regarde le classement des plus gros salaires montre plus de 70% d'homme...
- Majoritaires à travailler à temps partiel alors que les femmes souhaitent pour la plupart à temps plein.

- Majoritaires dans les emplois sous rémunérés, avec des mauvaises conditions de travail (*horaires élargies, flexibilité, qualifications non reconnues, peu de perspectives de carrière, etc.*) alors qu'elles aspirent à vivre correctement, majoritaires au chômage alors qu'elles souhaitent travailler...

Etirement cela ne s'applique pas qu'à notre secteur puisque ce constat peut être fait dans presque tous les métiers...

Créée en 2000, la Marche mondiale des femmes est un mouvement international qui rassemble, dans le monde entier, des organisations, des syndicats et des associations féministes. Elle agit pour éliminer les causes à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes, et déclare « *tant que toutes les femmes ne seront pas libres nous serons en marche* ».

Après 2000, 2005 et 2010, 2015 sera la 4^e édition de la Marche mondiale des femmes. Elle a démarré le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Elle se conclura par un rassemblement international au Portugal, à Lisbonne, le 17 octobre. Etape après étape, les femmes se regroupent dans la diversité de leurs expériences, de leurs cultures ; mais elles se mobilisent avec un objectif commun pour dire les inégalités et les discriminations qu'elles subissent au quotidien, mais aussi leurs luttes et leurs résistances et leur exigence d'un monde basé sur la paix, la justice, l'égalité, la liberté et la solidarité, d'un monde débarrassé de la domination patriarcale !

Au Nord comme au Sud, les droits des femmes sont menacés voire remis en cause. La crise capitaliste aggrave précarisation, chômage et privatisation des services publics, ce qui affecte en premier lieu les femmes. En même temps, pouvoirs d'Etats et intégrismes religieux tentent d'imposer leurs choix patriarcaux aux femmes et de les renvoyer au foyer et à la procréation.

Dans la crise financière et économique mondiale actuelle, les États, subordonnés aux intérêts du capital financier et des multinationales, abandonnent les populations pour se porter au secours des marchés et refusent un autre partage des richesses. Les décideurs économiques mondiaux (*Banque mondiale, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International*)

n'ont posé aucun geste concret permettant d'espérer un « *changement de cap* » dans leurs orientations. Dans ce contexte, les problèmes de pauvreté et de violences envers les femmes augmentent, violences particulièrement dramatiques pendant les conflits guerriers dont le nombre ne cesse de croître.

Dans le monde, les femmes subissent de plein fouet les conséquences de cette crise. Les droits acquis par les luttes sont aujourd'hui menacés. Au travail, l'égalité n'est toujours pas au rendez-vous : inégalités salariales, temps partiel imposé, précarité et emplois sous-payés... Les femmes sont davantage au chômage... Dans la famille, la charge des enfants et des tâches ménagères reste peu partagée...

Joignons nos pas à ceux de la marche

Ensemble, marchons pour obtenir des nouveaux droits qui feront avancer tout le monde :

- La possibilité pour tout-e salarié-e à temps incomplet qui le souhaite de passer à temps complet
- Un recrutement préférentiel pour les femmes dans les secteurs où elles sont sous-représentées,

Sans prise de conscience et mobilisation des salarié-e-s, du privé comme du public, l'égalité femmes-hommes en matière salariale restera en panne !

Voilà pourquoi les syndicats CNE CSC (Belgique), CGT FSE et SUD PTT (France), UGTT (Tunisie), UMT (Maroc), ... s'inscrivent largement dans un engagement envers les femmes, contre les inégalités au travail et plus généralement dans les initiatives contre tous les discriminations, les violences faites aux femmes.

notamment chez les cadres et dans les secteurs techniques

- La prise en compte en totalité des congés de maternité et des congés parentaux pour la promotion et la retraite
- La mise en place de méthodes de comparaison des emplois permettant de reconnaître toutes les compétences des emplois à prédominance féminine, dont les qualifications ne sont pas reconnues aujourd'hui
- Des mesures plus contraignantes pour les entreprises et la Fonction publique pour parvenir à la résorption des inégalités professionnelles entre les hommes et les femmes
- Le développement d'un service public d'accueil d'enfants suffisamment près des lieux d'habitation, des crèches, des services de proximité et de maintien de l'autonomie.
- La prise en compte des temps physiologiques dans le temps de travail effectif.
- L'intégration dans les plannings de production des contraintes familiales.





Syndicalisme et luttes des femmes.

Là où les femmes sont dans des secteurs où les syndicats sont peu présents, elles mènent des luttes elles-mêmes. En Grèce par exemple les femmes de ménage se sont mobilisées, ont organisé des piquets durant plusieurs mois devant le Ministère des Finances. Des militantes d'Aerolia filiale d'Airbus en Tunisie témoignent de la lutte qu'elles ont menée pour mettre en place une représentation syndicale dans l'entreprise. Après l'avoir obtenue elles ont pu négocier une classification professionnelle pour l'ensemble des travailleurs, une augmentation des salaires de 30 % et des mesures contre le harcèlement sexuel. La direction a cependant voulu introduire un autre syndicat mais elles ne l'ont pas accepté. Les syndicalistes en place ont fait grève et la réaction a été la fermeture de l'entreprise. Après 1 an elle a rouvert ses portes mais a licencié des syndicalistes. Un appel à solidarité a été lancé au FSM 2013, elles ne se sont pas senties soutenues par leur syndicat, par l'état et leur famille. Finalement les grévistes ont tous été réintégrés sauf des déléguées, leur syndicat voulait juste négocier des indemnités.

La question de la domination masculine traverse les syndicats tout comme la société. Là où les femmes se revendiquent féministes et syndicalistes elles posent des questions et agissent: la place des femmes dans l'organisation, les quotas sous différentes formes, la mise en place des formations pour s'affirmer, des règles de prise de parole en alternance est même évoquée par certaines.



-En Belgique une charte sur le gendermainstreaming été signée par toutes les organisations syndicales. A la CNE la parité est une règle y compris d'ailleurs dans le cadre des missions à l'étranger telles que le FSM, il s'agit non seulement d'une parité entre femmes et hommes mais également entre militantes et militants. Il y a une dynamique permanente sur les questions d'égalité, des formations et des publications spécifiques. C'est le résultat d'un travail mené depuis plusieurs années.

-l'UGTT met en avant que les tunisiennes ont le choix entre un projet de société rétrograde et un projet progressiste auquel s'ajoute la lutte contre le terrorisme. Elles sont présentes comme syndicalistes dans tous les secteurs et étaient aussi actives dans la révolution de 2011. Elles se sont battues avec l'association des femmes tunisiennes démocrates pour que la version islamiste de la constitution ne passe pas. La situation dans les services publics est meilleure que dans le privé en matière d'égalité au travail. Les salaires sont bas pour les femmes dans les secteurs de l'agriculture et du nettoyage.

-Des militantes expriment leur crainte que la volonté de féminisation de l'UGTT ne se limite à de belles paroles mais qu'elles n'accèdent pas aux fonctions de responsables syndicaux. Elles sont présentes dans les syndicats de base mais ce sont les hommes qui vont dans les réunions car elles doivent s'occuper des enfants et du ménage. Cette réalité est toujours bien présente et pas seulement en Tunisie...



Rapport: Lambrechts Claude



Droits des femmes travailleuses.

Le contenu de cet atelier a porté essentiellement sur le travail informel avec la projection du témoignage d'une jeune fille qui a travaillé depuis qu'elle est enfant comme femme de ménage, réalisé avec l'Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement.

Les autres interventions, celles d'Hayet de l'UGTT et de la CNE ont surtout traité des droits des femmes et des hommes en matière de congés de maternité/paternité et de congés familiaux. A noter qu'il n'y a pas de congé de paternité en Tunisie et que les droits sont plus faibles dans le secteur privé. Les femmes de ménage et les femmes du secteur de l'agriculture sont les plus mal loties. Des législations protectrices devraient normalement voir le jour pour ces secteurs mais l'UGTT revendique également une loi sur la violence à l'égard des femmes.





La brochure ne présente qu'une partie de l'ensemble de l'activité de la délégation CSC qui comptait près de 40 personnes, en ce compris notre délégation CNE. D'autres thèmes ont été abordés par nos collègues. Vous en retrouverez le contenu via le lien ci-dessous:

<https://www.csc-en-ligne.be/csc-en-ligne/La-CSC/Que-faisons-nous/International/Monde/forum-social-mondial-tunis/csc-a-tunis/actualite-forum-social-mondial.html>

Nous remercions aussi particulièrement :

- Les mouvements tunisiens qui ont rendu possible ce Forum
- Les différents partenaires avec qui nous avons préparé l'ensemble de nos activités CNE, notamment:
 - Les membres du réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale.

<http://www.reseau-sante-europe.net/?lang=en>



- Les membres du réseau international des centres d'appel

<http://www.rezisti.org/callcenter/>



Réseau International des Centres d'Appel

Salariés des centres d'appels du monde entier, unissez-vous !

- La CGIL, l'UGTT, La FTQ, la CSN, Union syndicale solidaire, Fédération Sud PTT , CGT, CFDT, FGTB, FSU, Attac, le SNAPAP , le RIPESS, le Théâtre du Copion, Solidar





Réalisation: Zabus Evelyne, Permanente CNE

المنتدى الاجتماعي العالمي

تونس 2015

FORUM SOCIAL MONDIAL

TUNIS 2015



كرامة و حقوق

DIGNITÉ ET DROITS

كرامة و حقوق

DIGNITÉ ET DROITS

كرامة و حقوق

تونس

المركب الجامعي المنارا
2015 مارس 24-28



www.fsm2015.org

TUNIS

Campus El Manar1
24-28 mars 2015

عالم آخر ممكن

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE